



Les livres, les revues, etc.

**Jorge Valadas, *la Mémoire et le Feu, Portugal: l'envers du décor de l'Europaland*,
Montreuil, L'Insomniaque, 2006, 128 p., 10 euros.**

Pas de futur sans l'Histoire, sans la mémoire des vaincus, et pas d'« autre futur » sans utopie sociale. L'auteur, dans une courte préface, avant d'aborder le présent, se retourne vers les débuts de la république portugaise, et évoque *Irmânia*, une utopie de l'anarchiste Angelo Jorge de 1912, lors du printemps syndicaliste-révolutionnaire et anarcho-syndicaliste, période occultée qui a pourtant marqué la société portugaise et le mouvement ouvrier jusqu'à nos jours, avant la montée du pouvoir fasciste en 1926. Le livre s'interroge sur l'anesthésie d'un peuple maintenant bridé par le pouvoir de la démocratie représentative dans l'Europe, car à force de déléguer sa souveraineté, on perd le goût de l'initiative et celui de la liberté.

« Gouverner, c'est calmer les pauvres et rassurer les beaux quartiers », écrit d'entrée Jorge Valadas dans sa description de la société portugaise après la large victoire, en février 2005, des socialistes adeptes du néolibéralisme.

L'économie portugaise après son intégration européenne se caractérise essentiellement par la destruction rapide de l'agriculture, pratiquée jusqu'alors tant bien que mal, et par une urbanisation accélérée des côtes pour l'accueil des touristes: « le pays glisse ainsi vers la mer » et abandonne l'intérieur à la désertification qui favorise le feu, feu qui provoque la désertification.

Et l'eau ? Gérée jusqu'alors au mieux depuis des siècles, elle est maintenant

sous la coupe du capitalisme privé et de sa loi du profit: tout pour les terrains de golf et l'industrie touristique, le reste pour les pauvres des campagnes qu'on livre parcimonieusement en eau avec des camions.

Mais sous le soleil des touristes, une nouvelle « classe dangereuse » est née, jeune, d'origine immigrée et voleuse de portables, provoquant, comme ailleurs, la politique sécuritaire que l'on connaît. Ailleurs, là où la main invisible du marché triomphe, les plus grosses entreprises emmagasinent les profits tandis que les salaires décroissent, que le crédit s'envole, et que s'installe une pratique d'exportation négrière du prolétariat miséreux.

Ainsi, l'euphorie des maîtres semble ne plus connaître ses limites devant des syndicats impuissants. Ainsi, pour être moderniste, il faut faire la chasse aux acquis sociaux, démanteler les « services »: l'éducation, la santé, etc. L'État minimal ne doit conserver que la police, l'armée et les prisons.

Se moderniser, en entrant dans l'Europe, c'est déstructurer l'ancienne société, casser l'économie productive, provoquer le chômage et l'émigration et favoriser une « nouvelle économie », pour les nantis; le rêve, c'est pour eux; le « possible », c'est pour les déshérités qui subissent la nouvelle donne de la mondialisation.

Oui, rien que le possible ! Et pour cela, le parti communiste portugais (un des plus puissants et des plus orthodoxes en



Europe occidentale jusqu'aux années 80 du siècle dernier) ne fut pas à la traîne. Jorge Valadas fait la description de sa trajectoire en rappelant ses efforts pour repousser l'anarcho-syndicalisme, « l'ennemi inconscient », resté bien vivant dans les masses, l'ennemi conscient étant le « social-fascisme ». Il s'agissait d'effacer la mémoire ouvrière. Comment rêver sans mémoire ?

Y a-t-il un fatalisme de l'histoire ? Autre interrogation auprès d'Antero de Quental, proudhonien du milieu du XIX^e siècle, qui trouve explication à la décadence du peuple portugais dans l'émergence d'un centralisme politique anesthésiant les libertés municipales, dans le renforcement de l'emprise religieuse du catholicisme et dans le colonialisme associé au pillage de l'outre-mer.

Où sont les « forces de vie » d'aujourd'hui ? L'auteur est plutôt pessimiste : « Le

triomphe des principes démocratiques modernes correspond à l'effondrement de l'esprit associatif. [...] La démocratie représentative semble le système le mieux armé pour déléguer et neutraliser la combativité, les insatisfactions et les révoltes collectives. [...] Le système démocratique trouve sa force dans l'apathie et la dévitalisation de la vie sociale. »

La société portugaise continuera-t-elle à vivre dans la peur, inhibée, incapable d'imaginer d'autres formes de vie, la marchandise et l'argent étant devenus l'horizon indépassable ? Au Portugal comme partout ailleurs, la réappropriation collective de la mémoire subversive ensevelie est sûrement une des conditions pour briser la continuité de la « normalité ». Ce livre se veut un jalon dans cette démarche.

André Bernard

Liora Israël, *Robes noires, années sombres : Avocats et magistrats en résistance pendant la seconde guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2005, 548 p., 28 euros.

Réinscrivant la période de l'Occupation dans une socio-histoire des milieux judiciaires délaissée jusque-là, allant de l'entre-deux-guerres à la fin des années 40, le livre de Liora Israël – jeune agrégée de sciences économiques et sociales, maître de conférences à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales – éclaire d'un jour nouveau les relations entre droit et politique, en proposant une interprétation originale de l'engagement résistant grâce aux outils de la sociologie de l'action collective, basée sur un ample dépouillement d'archives publiques et privées, même s'il faut reconnaître que Paris, une fois n'est pas coutume, a été privilégié par rapport à la province. Ce livre est tellement riche et foisonnant que je renvoie le lecteur à sa découverte, car

en rendre compte de façon exhaustive nécessiterait une véritable étude plutôt qu'une simple note de lecture. Aussi me bornerai-je à aborder deux ou trois problématiques qui sous-tendent l'ouvrage : au-delà des anecdotes et des exemples donnés de telle ou telle action menée, elles résonnent dans notre actualité.

Indiquons dès l'abord que si effectivement des dizaines d'avocats et de magistrats choisirent d'entrer dans l'illégalité et furent même pour certains à la tête de réseaux, s'il convient de rappeler les noms du juge Didier¹, le seul qui refusera de prêter serment au maréchal Pétain, du magistrat et compagnon de la Libération Alexandre Parodi, arrêté, torturé et retrouvé mort dans sa cellule à Fresnes en avril 1942, ou de l'avocat Léon-

Maurice Nordmann, fusillé en février 1942, il n'empêche que la grande majorité, dans ces années-Vichy que d'aucuns qualifient de « parenthèse de l'Histoire » alors qu'elles nous collent à la peau, resta attentiste... comme la grande majorité des Français. Car Vichy s'inscrit dans la continuité de la III^e République, ainsi que le rappelle Gérard Noiriel dans *Les origines républicaines de Vichy* : « Le dernier gouvernement Pétain du 17 juin 1940 est un exemple patent d'union nationale puisqu'il va des conservateurs aux socialistes de la SFIO, étape évidente vers la fin de la guerre, mais étape presque imperceptible vers la fin de la légalité républicaine. C'est par des *petits bonds*² de ce genre, et non par la conspiration, qu'une bonne partie des Français et de l'élite de la population est amenée à un monde politique nouveau et inattendu. »

Pas si nouveau et inattendu que ça pour certains. En effet, les statuts des Juifs³ et leur déclinaison via le numerus clausus imposé aux professions libérales n'ont guère troublé un barreau parisien traversé depuis de nombreuses années par l'antisémitisme et par la peur de la concurrence dans un contexte professionnel jugé incertain. L'extrait suivant des *Mémoires* de Jacques Charpentier, bâtonnier du Barreau de Paris pendant toute la période vichyste, avant de passer dans la clandestinité fin 1943, est édifiant : « Dès 1940, une loi avait exclu les fils d'étrangers de la profession d'avocat. Depuis quelques années, cette mesure était vivement souhaitée par le Barreau de Paris. Si un pays qui souffre d'une crise de natalité est obligé de favoriser l'immigration, certaines professions, dont la nôtre, exigent un minimum d'assimilation. Avant la guerre nous avons été envahis par les naturalisés de fraîche date, presque tous d'origine orientale, dont le langage commenté par les petits journaux nous couvrait de ridicule, et qui

apportaient dans la conduite de leurs litiges les procédés de leurs bazars. À cet égard, la politique de Vichy se rencontrait avec nos intérêts professionnels. » Quant aux magistrats, toujours relativement à la mise en œuvre des lois antijuives, l'auteur indique qu'« aucune pétition de magistrats en faveur de collègues sanctionnés ne figure dans les dossiers personnels »... Le nouveau régime saura jouer avec la double habitude de « loyalisme » et de « sens de la discipline d'État » qui inspira la plupart d'entre eux, d'autant qu'il sembla leur donner, du moins au départ, une place d'autant plus importante qu'ils lui étaient nécessaires pour assurer la répression sous ses diverses formes.

C'est ainsi que, le 9 novembre 1940, le Procureur Général de Paris écrivait au Garde des Sceaux : « On peut affirmer que dans leur ensemble, les magistrats ne méconnaissent pas la nécessité d'une répression sévère de la propagande communiste. » À propos des communistes, ce n'est pas un hasard si une véritable résistance judiciaire commença à se mettre en place à partir de l'été 1941⁴ avec la création du Front National des Juristes – dont l'élément moteur fut l'avocat communiste Marcel Willard – qui sut toutefois ratisser large au nom du « patriotisme », ce qui lui valut une grande audience.

Oui, la question centrale, dans le cadre de la tension entre « légalité » et « légitimité », reste : se soumettre ou se démettre ? Et la réponse, telle que rapportée ici, montre qu'entre le noir et le blanc existèrent de nombreuses nuances de gris. En effet, si en apparence, en participant au fonctionnement d'un appareil judiciaire utilisé comme un appareil répressif, magistrats et avocats en ont soutenu la légitimité, en pratique certains ont su utiliser la marge de manœuvre, parfois importante, laissée par la procédure judiciaire pour « dissimuler des résistants en les gardant parfois plusieurs





années en détention préventive ou en jouant sur les qualifications juridiques utilisées pour caractériser leurs actes». Toujours est-il qu'à la Libération les avocats en tant que corps constitué surent tirer leur épingle du jeu car leur épuration professionnelle, laissée à l'appréciation des conseils de l'Ordre au niveau de chaque Barreau, fut tardive et inégale, et en 1947 l'Ordre des Avocats du Barreau de Paris obtint même la Croix de Guerre à titre collectif (!). Alors que l'épuration des magistrats, plus sévère, fut réalisée par une commission composée à parité de magistrats et de membres de la Résistance, même si elle fut marquée par un certain pragmatisme : à l'instar d'un Papon pour la haute fonction publique, la compétence fut sans surprise un critère non négligeable d'absolution. La révolution sociale souhaitée par d'autres, l'été 1944, étant restée mort-née, il

fallut bien remettre en marche les institutions...

Jean-Jacques Gandini

1. Anecdote liée au procès Papon (dont j'ai assuré la couverture : «le Procès Papon : histoire d'une ignominie ordinaire au service de l'Etat», Paris, Libro 1999) devant la Cour d'Assises de la Gironde à partir d'octobre 1997 : chaque année, l'École Nationale de la Magistrature, qui a son siège à Bordeaux, a pour coutume de choisir un parrain pour la nouvelle promotion de magistrats. Cette année-là, deux noms étaient en balance : Didier, le petit juge obscur, et Parodi, le grand magistrat reconnu. Signe des temps, la préférence alla au petit juge obscur.

2. C'est moi qui souligne.

3. Loi portant statut des Juifs du 3 octobre 1940 et Loi du 2 juin 1941, remplaçant la loi du 3 octobre 1940.

4. Le 22 juin 1941, Hitler déclenche l'opération Barbarossa et envahit l'URSS à laquelle le liait jusque-là le Pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

Résistances irakiennes. Contre l'occupation, l'islamisme et le capitalisme. Coordonné par Nicolas Dessaux. Paris, L'échappée, 2006. 124 p., 10 euros.

Vue d'Europe, la situation des différents protagonistes en Irak semble à la fois difficile à comprendre et complètement désespérée, au point qu'on a du mal à savoir quelle position adopter et quelle tendance appuyer — si du moins on refuse le manichéisme d'une certaine extrême gauche selon laquelle tout mouvement qui s'oppose à l'impérialisme des Etats-Unis doit être soutenu, quelles que soient par ailleurs ses pratiques et ses intentions. Le livre de Nicolas Dessaux, composé d'entretiens avec des militants irakiens dont une partie vit en Irak et une autre en exil, montre qu'une troisième voie existe, entre celle des occupants et de leurs protégés locaux, d'une part, et celle

d'une opposition ethnico-religieuse, tout aussi violente, réactionnaire et tyrannique, d'autre part. Cette troisième tendance nous est inconnue parce qu'elle n'apparaît jamais dans les grands médias, et c'est le principal mérite de ce livre de nous la faire connaître.

Cette autre résistance s'est unifiée en 2005 sous la forme d'un Congrès des libertés en Irak, dont les principes de base sont la laïcité, l'anticapitalisme et l'internationalisme. Le Congrès rassemble quelques associations d'extrême gauche, trois grosses centrales syndicales (dont un syndicat des travailleurs du pétrole) et plusieurs organisations de défense des libertés des femmes. Ses combats sont principalement menés sur

le terrain des luttes sociales et sur celui des libertés individuelles.

La plupart des personnes interviewées au cours des huit entretiens dont est composé le volume sont issues de milieux communistes ou de la résistance kurde. Le coordinateur explique ce choix par la nécessité, dans un contexte de clandestinité, de s'en tenir à des réseaux de contacts jouissant de relations de confiance. L'échantillon est cependant très représentatif dans la mesure où, selon l'éditeur de cet ouvrage, la principale force émancipatrice, depuis le durcissement du régime de Saddam Hussein lors la guerre contre l'Iran, est le Parti communiste ouvrier, qui fut d'abord une dissidence du Parti communiste en Iran, puis s'est étendu à l'Irak grâce à ses idées anticapitalistes, féministes et laïques, qui seules pouvaient fédérer l'ensemble des résistances aux multiples oppressions que subissaient les Irakiens. C'est ce qui explique que tous ceux et celles qui s'élevèrent d'abord contre les massacres de Kurdes ou contre l'esclavage des femmes trouvèrent dans cette tendance communiste très ouverte l'accueil et l'unification des forces dont ils avaient besoin.

Chaque entretien relate avant tout une histoire individuelle, une histoire très personnelle de vies marquées par la souffrance – prison, torture, violence familiale et conjugale, exil... – mais aussi et surtout par la libération et la détermination. Du syndicaliste à l'étudiante intrépide, de la révoltée familiale au résistant kurde, on a vraiment l'impression de rencontrer des êtres humains et pas seulement des noms

ou des étiquettes. En outre, chacun de ces parcours est situé dans l'histoire, en prise avec des événements racontés de manière très précise, de sorte qu'on comprend de l'intérieur ce qu'ont été les luttes et les protagonistes des dernières décennies dans un paysage politique bien plus complexe que ce que nous donnent à voir nos médias. À cet égard, l'introduction de Nicolas Dessaux éclaire également très bien la situation actuelle à partir de l'histoire récente.

Les militants du Congrès pour les libertés ont des projets ambitieux et déterminés : outre la pression politique qu'ils exercent continuellement pour empêcher le vote de lois liberticides, ils sont en train de développer leurs propres médias indépendants, y compris un projet de télévision, et ils mettent en place la fourniture de services publics, gérés par des syndicats indépendants, dans des secteurs de première nécessité comme l'eau ou l'électricité. C'est pourquoi, quand on demande à l'un d'eux comment les soutenir, la réponse est : continuer à faire pression en Occident pour exiger le retrait de l'occupation et envoyer un soutien financier pour les aider dans ces réalisations¹.

Annick Stevens

1. Cela peut se faire par l'intermédiaire de l'association Solidarité Irak, dont N. Dessaux est l'un des fondateurs (www.solidariteirak.org). Voir aussi, de ce dernier, l'article « Islam, femmes et laïcité » dans le n° 14 de *Réfractations*.



135

Réfractations 18

**Silvia Pérez-Vitoria, *Les paysans sont de retour*,
Arles, Actes sud, 2005. 266 p., 20 euros.**



On a tellement parlé ces derniers temps d'exode rural, de fermetures d'exploitations agricoles, de déclin du monde paysan, que l'on pourrait avoir l'impression que les agriculteurs ont disparu. Il faut dire que les techniques commerciales imposées par la modernité ont éloigné chaque jour un peu plus les producteurs et les consommateurs, accentuant toujours plus le clivage entre l'amont et l'aval de la filière agroalimentaire. Or la réalité est tout autre...

En effet, les paysans sont toujours là. Ils représentent au niveau planétaire la moitié de l'humanité : la population de la planète est composée de trois milliards de paysans. Et même si le monde rural connaît une véritable mutation sous les effets de la globalisation, de la division internationale du travail et de la rationalisation des activités productives, les agriculteurs prennent leur présent en main et mettent en place des innovations leur permettant de continuer à vivre et travailler au pays. Cet enracinement productif et culturel dans les territoires leur permet de dynamiser des pratiques rénovant les rapports de production et les rapports sociaux.

Dans les pays du Nord, de nombreuses expériences ont vu le jour et participent à la redynamisation de l'espace rural (ex : autoproduction et jardins associatifs, associations de maintien d'une agriculture paysanne ou AMAP, réseaux de semences, revitalisation des marchés locaux, épicerie de producteurs...).

Face à la crise du monde agricole, et aux tensions sur les coûts qui ne manquent pas d'entraîner des remises en question qualitatives (vache folle, malbouffe...), les choix et les stratégies des « consomm'acteurs » semblent prépondérants pour

impulser des alternatives. C'est cette évolution de la conscience collective qui peut participer à redonner dignité aux agriculteurs. Confronté aux désengagements progressifs de l'Etat et à la marche forcée vers la marchandisation de l'agriculture, le monde agricole n'a pas le choix : soit s'organiser, produire et commercialiser autrement, soit disparaître sous les effets des restructurations globales.

S'il est vrai, par ailleurs, que la modernité nous a éloignés d'un rapport privilégié à notre passé agricole communément partagé, l'avenir devrait redonner une place privilégiée à l'agriculture et aux agriculteurs. En effet, si de nombreuses pressions sont à attendre du côté du coût des matières premières énergétiques et des intrants chimiques, il y a fort à parier que les solutions locales seront à nouveau à valoriser. Un retour au local qui ne doit pas être perçu comme un nouvel enfermement, mais comme un enracinement permettant une meilleure ouverture à l'autre (« L'Universel, c'est le local sans les murs », 1986 : Miguel Torga, romancier portugais).

En fait, l'ouvrage de Silvia Pérez-Vitoria est une invitation à reconsidérer la place des paysans dans notre société, pour retrouver le lien entre producteurs et consommateurs. Il faut bien avouer qu'il est grand temps de « repaysanniser » nos territoires et nos représentations productives et sociales. L'objectif étant de faire sauter les représentations mises en œuvre par la modernité, où la science, la technique, l'urbanité possédaient les clefs du succès, pour réintroduire la dimension locale et la raison au service de l'Humanité.

Claude Llana

**Hervé Kempf, Comment les riches détruisent la planète,
Paris, Seuil, 2007, 153 p., 14 euros.**

Deux crises ont souvent été analysées séparément : la crise écologique et la crise sociale. « On trouve donc des écologistes niais – l'écologiste sans le social –, une gauche scotchée à 1936 ou 1981 – le social sans l'écologie –, et des capitalistes satisfaits : parlez braves gens et surtout restez divisés. » Or les deux crises sont l'effet d'un même mal, l'inégalité entre pauvres et les riches.

Après une brève revue des catastrophes environnementales (pollution, réchauffement climatique, perte de biodiversité, choc pétrolier, etc.) et sociales (pauvreté, inégalités, conflits, etc.), Hervé Kempf pose la question centrale de son livre : « Alors que tout cela est clair, pourquoi le système est-il si obstinément incapable de bouger ? »

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de pénétrer le monde merveilleux des riches. Dans un chapitre assez truculent sur les puissants de ce monde, l'auteur nous apprend que, non content de toucher « plus qu'un million de ses frères humains réunis... », un hyper-riche peut dépenser son argent dans la climatisation des box de ses chevaux de course, dans des costumes à 5000 euros pièce ou des voitures à 1,2 million de dollars, qu'il possède son propre avion (c'est la moindre des choses !) et que lorsqu'il est lassé, il va faire un tour dans l'espace pour quelques poignées de millions.

« Mais aujourd'hui, après avoir triomphé du soviétisme, l'idéologie capitaliste ne sait plus que s'autocélébrer. Toutes les sphères du pouvoir et d'influence sont avalées par son pseudo-réalisme, qui prétend que toute alternative est impossible et que la seule fin à poursuivre pour infléchir la fatalité de l'injustice, c'est d'accroître toujours plus la richesse. Ce prétendu réalisme n'est pas seulement sinistre, il est aveugle. Aveugle à la puissance explosive de l'injustice manifeste.

Et aveugle à l'empoisonnement de la biosphère que provoque l'accroissement qui signifie dégradation des conditions de vie humaine et dilapidation des chances des générations à venir. » Nous avons devant nous une oligarchie prodigue coupée du monde qui ne veut pas savoir ce qui s'y passe et qui « ne porte aucun projet, n'est animée d'aucun idéal et ne délivre aucune parole mobilisatrice ».

Pour décrire les mécanismes de fonctionnement de cette oligarchie, l'auteur s'appuie sur une théorie économique passablement oubliée, celle de Thorstein Veblen (dans son livre *Théorie de la classe de loisir*, datant de 1899 mais traduit en français en 1970 seulement). « La première originalité de Veblen est de renverser l'axiome originel de l'économie classique : celle-ci raisonne dans un univers de contraintes, où les hommes disposent de ressources rares pour des besoins illimités. Dès lors, le problème économique serait d'augmenter la production pour accroître l'offre de biens et tenter d'assouvir les besoins. Veblen au contraire, observe que les besoins ne sont pas infinis. Au-delà d'un certain niveau, c'est le jeu social qui les stimule. De même, il ne considère pas que la production est rare, mais pose qu'elle est suffisante. » Selon Veblen, l'économie est donc dominée par la « tendance à rivaliser – à se comparer à autrui pour le rabaisser ».

« Cette approche constitue une rupture radicale avec le discours économiste qui forme l'idéologie dominante. De ce point de vue, capitalisme et marxisme sont strictement équivalents : ils postulent tous deux que la production est insuffisante. Veblen renverse l'analyse : la production est suffisante, la question qui se pose à l'économie porte sur les raisons et les règles de la consommation. » La principale raison est une rivalité insatiable, une « rivalité ostentatoire qui vise à exhiber





une prospérité supérieure à celle de ses pairs». Et « la différenciation de la société en de nombreuses couches excite la rivalité générale ». Chaque classe regarde toujours vers le haut, veut toujours plus que ce qu'elle a, et veut conserver son statut. Kempf prépare alors son lecteur à une révélation qui pourrait étonner plus d'un social-démocrate (mais qui n'étonnera aucun lecteur de *Réfractions*): « *L'oligarchie mondiale veut se débarrasser de la démocratie et des libertés publiques qui en constituent la substance.* » En témoigne l'apparition de mesures politiques contre les pauvres: la prison, la criminalisation de la contestation publique, la surveillance généralisée et enfin la destruction systématique des démocraties via la « guerre contre le terrorisme ».

L'originalité de ce livre réside dans la prise de position d'un homme qui, même s'il est issu de la génération 68, n'a pas de formation militante et s'est toujours tenu à l'écart des discours marxisants et partisans (il le dit dans le livre). Le journaliste du *Monde* non seulement redécouvre les classes sociales à sa manière (« ce désastre est mis en œuvre par un système de pouvoir qui n'a plus pour fin que le maintien des privilèges des classes dirigeantes »), mais annonce l'indispensable lutte entre ces classes pour sortir de l'impasse sociale, et donc écologique (« *Candides camarades, il*

y a de méchants hommes sur terre. Si l'on veut être écologistes, il faut arrêter d'être benêt »). Il ne s'arrête pas en si bon chemin, puisqu'il met également en évidence « la trahison des médias » à la lumière de plusieurs exemples.

Alors que faire? Le journaliste propose logiquement de réduire la consommation des riches pour briser le cercle vicieux de Veblen. Mais... « *les hyper-riches se laisseront-ils faire?* »

La dernière partie de ce livre court, clair et percutant s'emploie à détruire quelques mythes bien tenaces: laisser tomber la sacro-sainte croissance ainsi que la fuite en avant du progrès technologique, se libérer de la fatalité du chômage qui n'est qu'un moyen d'enchaîner le peuple pour le faire travailler; et enfin « *séparer l'Europe de la puissance obèse et la rapprocher du Sud* ». Beau programme. Mais comment faire? Rempli d'optimisme, Kempf voit la solution dans une prise de conscience des classes moyennes (avec l'instauration d'un RMA, revenu maximal admissible), un réveil des journalistes dignes de ce nom et une gauche qui « *renaîtra en unissant les causes de l'inégalité et de l'écologie – ou inapte, disparaîtra dans le désordre général qui l'emportera comme le reste* ».

Pablo Servigne

Ph. Solal et P.-J. Dessertine, *Philosophie, Terminale séries technologiques*, Paris, Hachette Littérature, 2006, 256 p., 20 euros.

Cet ouvrage, écrit par deux professeurs de lycées – dont Pierre-Jean Dessertine, collaborateur de la revue –, est découpé en courts chapitres, cherchant à articuler la réflexion des élèves autant à partir d'une image que d'un texte. Après s'être interrogé en *Introduction* sur pourquoi philosopher? (Aristote) et faut-il du courage pour philosopher? (Nietzsche), l'ouvrage se décline en trois séquences: la culture – l'art

et les techniques, les échanges –, la vérité – la raison et la croyance, l'expérience – et la liberté – la justice et la loi, le bonheur. Dans cette troisième partie, le chapitre 32 *Ne sommes-nous justes que par contrat?* met en exergue un extrait de *De la justice dans la Révolution et dans l'Église* de Proudhon: « La justice est le respect spontanément éprouvé et réciproquement garanti, de la dignité humaine, en quelque personne et en quelque circonstance qu'elle se trouve compromise et à quelque risque que nous expose sa défense. » À suivre!

Jean-Jacques Gandini

**DE AS, n° 156 : Le déracinement
de l'Europe. 13^e Annales d'anarchisme.**

<http://www.geocities.com/deasn1>

Voici la dernière livraison de la revue néerlandaise *De AS*, qui paraît quatre fois par an (dont une fois comme numéro double). Chaque numéro tourne autour d'un thème et/ou comporte aussi les Annales d'Anarchisme, comme ce numéro de l'hiver 2006-2007. Les Annales donnent la possibilité de publier des articles qui concernent différents thèmes.

Le déracinement de l'Europe aborde le fait qu'un grand nombre de conquêtes sociales doivent entièrement ou en partie être sacrifiées aux exigences d'une économie de marché dominée par les multinationales. On verra, dans deux articles, que cela ne se passe pas seulement en Hollande, mais dans toute l'Europe. Le programme de réforme de l'État-providence est motivé par la soif de revanche des « réformateurs », c'est-à-dire par leur désir d'infliger une leçon au consommateur, qui ignorerait les coûts des services de l'État-providence.

Un autre article aborde le même problème sous l'angle des transports publics comme miroir de la société. La logique du capitalisme fait que seul le plus grand nombre a accès aux transports publics. Celui qui habite à l'écart doit rester chez lui. Cela concerne les grandes villes aussi bien que la campagne.

On trouvera aussi un récit de la guerre civile espagnole, un article sur l'histoire de l'anarchisme en Amérique Latine, un autre sur la poésie conçue comme une perturbation de l'ordre. Enfin, une contribution avance l'idée que l'anarchisme d'aujourd'hui est impensable sans Murray Bookchin (1921-2006).

À côté des rubriques présentant des livres et des revues, l'article intitulé :

« Pouvoir : analyse et critique » s'interroge sur la relation particulière que les anarchistes entretiennent avec le pouvoir. Ils le combattent mais dans certaines situations ils veulent « Tout le pouvoir aux conseils » ou crient « Vive la Commune de Paris » !

Thom Holterman

**Albert Libertad, *Le Culte de la Charogne*,
présenté par Charles Jacquier. Marseille,
Agone, 2006, 508 p., 25 euros.**

Datés peut être, mais dans le climat de « consensus républicain » et de « politiquement correct », les textes de Libertad ici rassemblés en volume (1897-1908) ont un style expressif détonnant et qui va à l'essentiel : le refus de la soumission à l'ordre établi. Il s'agit de faire prendre conscience aux masses de leur situation d'exploités : Par-dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation dans un réveil terrible de vie. Vivons ! La résignation, c'est la mort ; la révolte, c'est la vie. Dans son hebdomadaire anarchiste individualiste *L'Anarchie*, qui comptera parmi ses collaborateurs un certain Victor Serge, il attaque toutes les institutions, prône l'illégalisme et vitupère l'esprit de compromis. Provocateur, il appuie là où ça fait mal : Que crève le riche qui s'accapare une si large part du butin social ! Mais que crève surtout l'imbécile qui lui prépare sa pâtée. Car la révolution, ce n'est pas l'attente du Grand Soir, elle commence, nous rappelle Gaetano Manfredonia dans la postface, « dans la vie de tous les jours, tant dans la sphère privée que publique, en refusant d'accomplir, autant que possible, les gestes qui, d'une manière ou d'une autre, nous font les complices du système de domination et de dépendance ».

Jean-Jacques Gandini



Réfractaires 18



Vincent Bourdeau, François Jarrige et Julien Vincent,
Les luddites. Bris de machines, économie politique et histoire.
 Maisons-Alfort, édition Ère, 2006, 160 p., 15 euros.

Nicolas Chevassus-au-Louis,
Les briseurs de machines. De Ned Ludd à José Bové.
 Paris, Seuil, 2006, 272 p., 20 euros.

Kirkpatrick Sale,
La révolte luddite. Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation ;
 traduit par Célia Izoard. Paris, L'échappée, 2006, 341p., 19 euros.

Les Amis de Ludd, bulletin d'information anti-industriel, n° 1 à 4 ;
 traduit de l'espagnol ; Paris, Petite capitale, 2007, 142 p., 10 euros.

Les luddites reviennent en force, au moins en livres. La sortie récente de quatre ouvrages aux points de vue complémentaires (historiques, journalistiques et militants) vient éclairer l'histoire d'un mouvement qui s'étend de l'Angleterre du XIX^e siècle à nos jours.

En 1811 et 1812, des ouvriers et ouvrières anglais-es détruisent des centaines de machines à tisser, sous la bannière d'un certain Ned Ludd, personnage imaginaire et figure mythique du héros populaire. Le mouvement est maté dans la violence par le gouvernement. Quelques années plus tard, un mouvement similaire est déclenché à Vienne (France) contre des tondeuses mécaniques. Dans les années 1820 à Paris, les exactions se répètent contre des presses mécaniques qui impriment les livres. Les rebellions luddites du continent finissent également dans le sang.

Dix ans plus tard, les travailleurs des champs, les «workings poors», prennent leur revanche dans les campagnes anglaises. Ils cassent et incendient des centaines de batteuses en trois ans à peine. Cette fois, même si la répression s'abat à coup de peines de mort ou de centaines de condamnations à la déportation, le combat aura fait prendre conscience à la société anglaise des conditions de vie des «labourers» et fera disparaître les batteuses pendant près de trente ans.

Au XX^e siècle, avec l'apparition du mouvement ouvrier socialiste, la contestation passe du bris de machines à une

contestation globale du système – même si le sabotage est une pratique générale du syndicalisme révolutionnaire : les grandes grèves ne s'accompagneront pas de bris de machines. «Les luddites ont été décrits comme irrationnels, provinciaux, futiles, et primitifs. En réalité, ils ont peut-être été les derniers en Occident à percevoir la technologie à l'échelle du présent et à agir en fonction de cette perception¹.»

Depuis peu, les luddites font leur retour par les critiques anti-industrielles, anti-technologiques ou anti-progrès. En 1996, deux semaines après l'arrestation d'Unabomber et deux jours après un congrès luddite à Barnesville (Ohio, USA) où Kirkpatrick Sale donnait une conférence (sans micro évidemment), le New York Times annonçait : «les luddites sont de retour!»

À l'origine, le mouvement luddite est apparu dans une région très politisée, au tissu social dense. Les ouvriers voyaient dans ces nouvelles machines une nouvelle forme de soumission et d'exploitation de l'être humain qui menaçaient de détruire leurs communautés et leurs manières de vivre. Elles représentaient les outils (les armes ?) d'un capitalisme qui «détruit nécessairement les liens communautaires,

isole les individus et détruit leurs capacités d'autosubsistance»².

Les ouvriers voulaient un travail de qualité, moins pour continuer à fabriquer des produits de qualité qu'à garder un certain bien vivre. Comme l'explique Kirkpatrick Sale, « tondre la laine avec d'énormes ciseaux à main était une tâche ardue et pénible, que les tondeuses mécaniques réalisaient presque aussi bien, en beaucoup moins de temps et avec beaucoup moins d'efforts. Les tondeurs auraient pu faire bon accueil à un outil qui leur allégeait tellement le travail, pour peu qu'il ne fût pas chargé d'une histoire. Mais ils savaient – c'est pourquoi ils devinrent luddites – à quoi ils seraient contraints de renoncer en acceptant une telle technologie : la camaraderie de la boutique de tonte, avec ses horaires fluctuants et ses pauses pour la bière, ses conversations fréquentes et la fierté du métier, échangés contre la servitude de l'usine, sa discipline, sa hiérarchie, ses contrôles et l'absence de qualification. »

Aujourd'hui, le « néo-luddisme » (à supposer que ce soit un mouvement cohérent) englobe aussi bien la question sociale que le processus de destruction de l'environnement (OGM, pesticides, nucléaire, etc.) ou la domestication du troupeau humain (puces RFID, nanotechnologies, etc.). « De même que les luddites ne s'opposaient pas aux machines, mais à la déqualification du travail et au chômage qu'elles entraînaient, la plupart des adversaires des OGM ne s'en prennent pas aux plantes transgéniques, mais à leurs conséquences qu'ils redoutent pour l'environnement, la santé et l'avenir de la petite agriculture. »³

Mais, comme au XIX^e siècle, le problème est pris d'un point de vue moral (est-ce bien de faucher?) plutôt que d'un point de vue politique et social. Les technarques préfèrent penser à quelles solutions techniques ils pourraient bien inventer pour colmater les bavures de la précédente, plutôt que de s'interroger sur

une éventuelle finalité. Or ce n'est pas un retour à un passé idéalisé qui est prôné, mais une avancée sociale, parfois synonyme d'arrêt du progrès technique. Le mythe du progrès scientifique et positiviste – aujourd'hui est toujours mieux qu'hier et moins bien que demain – n'est pas aussi juste qu'on veut nous le faire croire : si aujourd'hui on vit plus longtemps qu'auparavant, la génération qui a 80 ans aujourd'hui n'a pas connu les pesticides et l'amiante avant leurs 50 ans, et les OGM et les antennes GSM avant leurs 70 ans...

« Rien ne saurait être plus nuisible au mythe de la machine, ainsi qu'à l'ordre social déshumanisé qu'il a fait naître, qu'un désinvestissement croissant, un ralentissement du tempo, un arrêt des routines dépourvues de sens et des actions aveugles »⁴, écrivait déjà Lewis Mumford en 1967. Certes, mais au-delà de ce désengagement salutaire, ne faudrait-il pas continuer à mettre en lumière les mécanismes absurdes d'un système perfectionné au service d'une fin déficiente ?

Pol Gaucher

1. D. Noble, cité par Bourdeau et al., p. 133.
2. Les Amis de Ludd, p. 13.
3. Nicolas Chevassus-au-Louis, p. 250.
4. L. Mumford, cité par Kirkpatrick Sale, p. 298.

**Si les voitures n'existaient pas,
ce congrès n'aurait pas pu se tenir.
Mais si les voitures n'existaient pas,
ce congrès n'aurait pas lieu
de se tenir.**

*Congrès luddite,
13 et 14 avril 1996,
Barnesville (Ohio, USA)*



Soutien au CIRA!

Le CIRA aura 50 ans en 2007. Bibliothèque et centre d'archives, c'est un lieu de mémoire grâce à la générosité des auteurs et éditeurs de livres et de périodiques, et grâce au travail bénévole de plusieurs dizaines de personnes pour la conservation et la mise à disposition de ses fonds.

Le CIRA récolte les mots et les images du mouvement anarchiste, les trie, les catalogue, donne la possibilité à toutes et à tous de les lire et de les voir. Le catalogue est en ligne et chaque année un bulletin est publié. Le CIRA organise aussi à Lausanne ou ailleurs (à Venise en 1984 par exemple) des conférences sur l'anarchisme. Des bibliographies et d'autres instruments de recherche sont préparés pour faciliter l'accès à notre histoire.

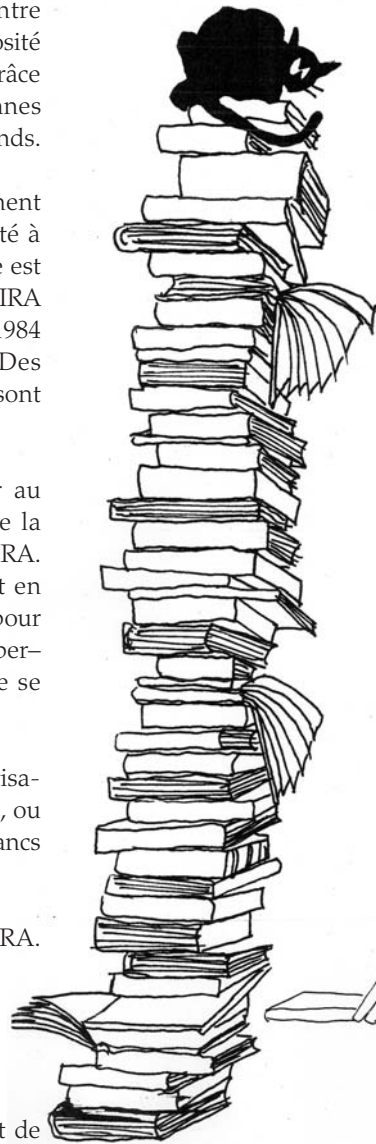
La situation est simple, nous devons rassembler au minimum 150 000 francs (100 000 euros) pour que la bibliothèque ET le terrain deviennent propriété du CIRA. Sinon, nous devons partir et les collections seront en grand danger car il est difficile de trouver un endroit pour une bibliothèque anarchiste avec des prix qui nous permettent de faire plus que de regarder la poussière se déposer sur les livres et les journaux.

Vous pouvez nous aider par des dons uniques, des cotisations de soutien (à partir de 150 francs ou 100 euros), ou simplement en vous inscrivant à la bibliothèque (40 francs ou 30 euros par an).

Depuis la Suisse: compte postal 12-17750, CIRA.
De l'étranger (PAS DE CHÈQUES, SVP):
Banque Coop, Bâle, compte 310985.29.00.90-6,
IBAN CH20 0844 0310 9852 9009 0
Swift COOPCH BB, Clearing 8448

Du matériel d'information (plaquette, exposition) et de propagande (badges, T-shirts, sacs, cartes postales...) est à disposition des groupes qui le demandent. Des documents peuvent être téléchargés sur le site www.cira.ch dans plusieurs langues.

CIRA, av. de Beaumont 24, CH-1012 Lausanne
cira@plusloin.org



Numéros précédents de *Réfractons*

N° 1 : Libertés imaginées, 1997; épuisé.

N° 2 : Philosophie politique de l'anarchisme, 1998; épuisé.

N° 3 : Lectures cosmopolites, 1999. Avec des traductions inédites de Pa Kin, B. Traven, Paul Goodman.

N° 4 : Espaces d'anarchie, 1999; épuisé.

N° 5 : Violence, contre-violence, non-violence anarchistes, 2000. Face à la violence des dominants, plusieurs attitudes, théoriques et pratiques: la notion de violence qui libère face à la violence qui opprime, la non-violence et l'action directe non violente.

N° 6 : De quel droit? 2000. Deux idées du droit, valeur de justice et d'équité ou technique de régulation sociale légitimant le pouvoir d'État, suscitent une pluralité de perspectives pour la critique et l'utopie libertaires.

N° 7 : Entrées des anarchistes, 2001. Un dictionnaire à plusieurs voix, des portes ouvertes, parfois des portes qui claquent. La liberté, le pouvoir, l'anarchie. Les luttes, l'organisation, les manières de vivre des anarchistes hier et aujourd'hui.

N° 8 : Fédéralismes et autonomies, 2002. Que proposer face au nouvel ordre mondial mis en place par les USA, hérauts d'un capitalisme triomphant? Compte tenu de tous les mouvements de résistance actuels, un fédéralisme de type anarchiste apparaît comme une des alternatives possibles.

N° 9 : Au-delà de l'économie: Quelle(s) alternative(s)? 2002. Des idées et des pratiques cherchent à déborder les réalités économiques dominantes. Ouvrent-elles sur de nouvelles perspectives?

N° 10 : Les anarchistes et Internet, 2003. Domaine de la connaissance qui a été peu abordé par l'anarchisme contemporain: la sociologie de l'information et de la communication. La mouvance libertaire s'est donc précipitée dans la « toile » avec enthousiasme.

N° 11 : Faut qu'ça flambe! 2003. Il s'agit de rien moins que de replacer le « faire » des artistes dans le champ général de la créativité et de l'inventivité sociale, aussi bien dans la vie quotidienne qu'au niveau des métiers et du travail.

N° 12 : Démocratie, la volonté du peuple? 2004.

La démocratie représentative est devenue la forme consacrée, inscrite dans la modernité, de la souveraineté politique du peuple. Elle n'est plus un régime, mais le nom qu'on donne à la société libéral-capitaliste. *Réfractons* s'attaque à ce « bloc imaginaire » néolibéral et veut déplacer la perspective d'analyse, du point de vue de la représentation à celui de l'action politique.

N° 13 : Visages de la science, 2004. Dans quelle mesure cette pratique sociale qu'est la science est-elle soumise aux intérêts des dominants? Dans quelle mesure sa prétention à l'objectivité est-elle justifiée? Comment nous réapproprier la politique de la recherche scientifique?

N° 14 : Ni Dieu ni maître: religion, valeurs, identités, 2005. « Crise des valeurs », « retour du religieux », « problèmes identitaires », ces expressions évoquent le désarroi de l'individu face à un monde désenchanté, privé d'espoir et de perspectives. Mais ces expressions, derrière leur évidence apparente, recèlent bien des ambiguïtés.

N° 15 : Privés, publics, communs, quels services? 2005. Qu'est-ce qui est en jeu dans la défense des services publics: le gagne-pain, le statut et l'emploi, les acquis sociaux, la défense des institutions au service du public? Peut-on s'épargner le questionnement sur leur définition?

N° 16 : Les enfants, les jeunes, c'est l'anarchie! 2006. Révolte des banlieues, mouvement anti-CPE – mais encore... Les anarchistes ont depuis toujours une complicité certaine avec l'enfance. Peut-être parce qu'ils ne sont pas, ou pas encore, résignés et qu'ils désirent que les champs du possible s'ouvrent à eux.

N° 17 : Pouvoirs et conflictualités, 2006. Les conceptions néolibérales actuelles de la démocratie, d'une part, et les théories postmodernes du sujet (Michel Foucault en particulier), d'autre part, infléchissent la notion du politique, de manière à éradiquer à la fois l'idée de conflit et la notion d'un sujet de l'action politique. Ne reste plus alors que la vision d'une société sans division ni conflits, où la question de l'agent politique est oblitérée, ce qui rend possible la domination de l'imaginaire libéral de « fin du politique ».



143

Réfractons 18

Tous les numéros anciens sur
<http://refractions.plusloin.org>



Je souhaite m'abonner à *Réfractations*

pour 2 numéros..... 23 euros
pour 4 numéros..... 45 euros
(port compris)

(Indiquez-nous à partir de quel numéro)

Soutien : selon vos moyens

Nom (*en majuscules*), prénom :

Adresse :

Chèque libellé à l'ordre des *Amis de Réfractations*
c/o Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris
CCP Lyon 11 067 24 J

Pour la Suisse :
deux numéros, 36 francs suisses.
Pour toute commande : Noir,
24, av. de Beaumont, CH-1012 Lausanne



La revue *Réfractations* a été imprimée sur les presses
de SARL Atelier 26, 26270, à Loriol, en mai 2007.